



Nîmes ou l'enchaînement d'incompétences et d'inactions

Cela a assez duré !

Nous demandons des réponses concrètes et rapides !

Bref rappel des événements :

Le Directeur Régional de Montpellier a été sourd aux avertissements !

Bien que prévenu dès le mardi 23 janvier 2024 suite au recueil d'une information sur une éventuelle action violente d'un groupuscule de viticulteurs, le DR de MONTPELLIER n'a pas jugé bon de prévenir les services compétents pour organiser la sécurité des locaux.

Le blocage des agriculteurs n'était pourtant qu'à quelques centaines de mètres du bureau, avec un accès direct par le portail de l'autoroute !

Résultat, le vendredi 26 janvier, comme annoncé, le bureau a subi une attaque d'une rare violence qui a abouti à un incendie interrompu grâce au courage des collègues de la BSI de Nîmes présents, faits gravissimes dont nous attendons toujours une condamnation officielle par notre hiérarchie.

La destruction du mur d'enceinte et du portail a conduit l'administration à payer une agence de sécurité privée.

Pourtant, un simple recoupement avec les services de police et de la préfecture aurait permis de mettre sous surveillance policière les lieux et éviter les suites que nous connaissons.

Constat édifiant : la parole des agents du bureau n'est donc pas prise au sérieux par la hiérarchie !

Malgré la fragilisation de la structure et des particules de suie partout, le DR voulait que les agents réintègrent les locaux dès le 4 mars, en contradiction avec les préconisations des acteurs de prévention.

C'est grâce à l'intervention des élus en Formation Spécialisée (ancien CHSCT) que les agents ne sont pas revenus dans des locaux non dépollués, ni sécurisés.

Lors de la venue de la DG, le 02 février dernier, une visite des locaux de la DGFIP30 situés à 5mn de là a été réalisée afin de prévoir un éventuel relogement des agents...mais le DR et le DI n'ont jamais entamé de démarche laissant l'idée pourrir.

Depuis maintenant huit semaines, nos collègues sont en télétravail 5 jours/5, et font du présentiel de manière dégradée dans les locaux de la BSI (un bureau nomade pour 15) pour continuer à assurer leur mission de service public !
Ils veulent désormais un horizon pour retrouver le collectif dans de bonnes conditions!

L'ensemble des organisations syndicales exige des réponses et la mise en place rapide de solutions de relogement !

Nous exigeons que les élus en FS DR soient plus étroitement associés aux évolutions et aux démarches entreprises, cela aurait évité tous ces dysfonctionnements.

Non les instances ne sont pas une chambre d'enregistrement.
Non les représentants syndicaux ne sont pas des empêcheurs de tourner en rond pour rien, ils ont, eux, le sens de leurs responsabilités et œuvrent toujours dans l'intérêt des agents.

Nous exigeons que la parole des douaniers soient enfin prise en compte, cela permettra certainement de ne pas revivre ce fiasco.

Enfin nous exigeons une condamnation claire de ces attaques ignobles de nos bâtiments et des douaniers !

Plus jamais ça !

L'intersyndicale CFDT – CGT – UNSA – USD-FO - SOLIDAIRES